

BREXIT: SO WHAT?

Une nouvelle fois, un peuple consulté directement par référendum a décidé de dire non à l'UE. Après les Danois, les Français, les Irlandais, les Néerlandais, ce sont donc les Britanniques qui ont dit non. Mais ce vote est inédit : pour la première fois, un peuple décide de quitter, définitivement, l'UE.

Le ressort de ce vote est en grande partie d'ordre économique et social. Les premiers résultats du vote indiquent que ce sont les régions populaires du pays qui ont voté pour le « *leave* ». Le Nord Est, les Midlands ou encore le Pays de Galles. Ce vote a rappelé que le Royaume-Uni n'est pas uniquement le pays de la finance et de la City. Mais aussi un pays de désindustrialisation, de fortes inégalités et de déclassement social.

Un pays dans lequel les classes populaires doivent faire face à un avenir bouché, au sein d'une économie mondialisée présentée comme inéluctable. Par leur vote, dans ces régions traditionnellement constituées en bastions de gauche et de la classe ouvrière, les électeurs anglais ont rejeté un système politique qui ne leur propose rien d'autre qu'exclusion et déclassement.

Bien sûr, l'UE n'est pas responsable à elle seule de cette dégradation sociale. Les gouvernements britanniques, depuis Margaret Thatcher, ont été le fer de lance des politiques ultra libérales, de privatisation et de casse sociale. Bien plus que cela ne lui a été imposé par l'UE, ils ont réussi à imposer ces mesures destructrices au cœur du logiciel de l'UE. Lorsqu'ils ont été au pouvoir, les travaillistes (Tony Blair, Gordon Brown) ont même approfondi l'ultralibéralisme, empêchant ainsi toute forme d'alternative par le jeu classique des institutions électorales.

Bien sûr, la campagne électorale a reposé en grande partie sur les peurs les plus nauséabondes, manipulée notamment par les ultra nationalistes, qui n'ont pas hésité à utiliser la crainte d'une immigration massive, alors même que le Royaume-Uni ne fait pas partie de l'espace Schengen.

Cependant, cela ne doit pas exonérer l'UE d'un examen critique radical. D'un point de vue économique, le marché unique, sans harmonisation sociale, ni fiscale est de-

venu une vaste zone de dumping, créant notamment une concurrence généralisée entre tous les travailleurs européens, tirant vers le bas les législations sociales nationales, et favorisant la fraude et l'évasion fiscale. La crise économique qui n'en finit plus depuis 2008, créée par un excès de libéralisme, n'a reçu comme réponse de l'UE qu'un durcissement de ces politiques austéritaires. Jusqu'à l'écrasement du peuple grec. Enfin, « l'Europe sociale » ou l'harmonisation fiscale apparaissent de plus en plus comme des mirages, des vœux pieux sûrs de ne jamais se concrétiser.

L'Union syndicale Solidaires considère qu'il faut en finir le plus rapidement possible avec cette Europe là, cette Europe des traités d'austérité, du libre-échange comme principe essentiel de l'organisation de l'économie, cette Europe complice de la finance, et qui ignore la volonté des peuples, comme en Grèce, lorsqu'ils choisissent démocratiquement d'autres orientations économiques et sociales. Cette Europe qui finalement par l'application de ces politiques actuelles devient la principale responsable de la poussée des extrêmes droites qui prospèrent partout sur son territoire.

L'Union syndicale Solidaires entend continuer la lutte pour la construction d'un nouveau cadre de coopération entre les travailleurs-euses européens, qui place de nouveau au centre de ses objectifs la prospérité, la réduction des inégalités et le développement des services publics. Que l'Europe redevienne un espace de respect des choix démocratiques et non plus une machine à produire de l'austérité sans fin. Cette lutte doit maintenant être menée dans l'urgence et le syndicalisme de transformation sociale doit y prendre toute sa part.

Pour un syndicalisme de transformation sociale, la défense immédiate des travailleurs ne saurait signifier l'abandon de la lutte historique pour le dépassement de la condition salariale.